

Le libertaire

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE

69, BOULEVARD DE BELLEVILLE — PARIS

Chèque postal : Content 458-22 Paris

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à SOUSTEL

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE : Un an . . . 10 fr. Six mois . . . 5 fr.
POUR L'ÉTRANGER : Un an . . . 15 fr. Six mois . . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

POUR SAUVER LE "RÉGIME POLITIQUE"

Vidal, Lecoïn et Mersschaert FONT LA GRÈVE DE LA FAIM

UNION DES SYNDICATS DE LA SEINE (C.G.T.U.). — FÉDÉRATION COMMUNISTE DE LA SEINE (S.F.I.C.). — COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE. — ASSOCIATION RÉPUBLICAINE DES ANCIENS COMBATTANTS. — UNION ANARCHISTE. — JEUNESSES COMMUNISTES DE LA SEINE. — JEUNESSES SYNDICALISTES DE LA SEINE.

Arrachons-les à la Mort!

Le gouvernement de la République, sans doute jaloux des lauriers fascistes du traître Mussolini, ne sait plus que tenter pour donner des gages à la réaction.

Il ne lui suffisait pas de toucher aux conquêtes ouvrières, en violant la loi sur la journée de huit heures, d'attenter à la vie des travailleurs en imposant leurs salaires. Voici que l'on s'en prend maintenant aux plus vieilles traditions du régime républicain — qu'avait respectées l'Empire lui-même. Ne se contentant pas d'emprisonner militants, écrivains et orateurs pour l'expression de leur pensée,

La République bourgeoise vient de supprimer le régime politique

dont ils jouissaient jusqu'alors.

Notre camarade LECOÏN, poursuivi pour un discours prononcé dans un meeting de la C. G. T. U., notre jeune camarade GEORGES VIDAL, condamné pour un poème généreux, sont au droit commun, dans ces prisons dont les portes se sont largement ouvertes pour les mercantis affameurs.

Pour obtenir le rétablissement du régime politique dans les prisons,

Lecoïn et Vidal font la grève de la faim

Prolétaires manuels et intellectuels,

Vous ne les laisserez pas mourir

Vous leur manifesterez votre solidarité en venant nombreux au

GRAND MEETING DE PROTESTATION

qui aura lieu le vendredi 29 décembre, à 20 heures 30, dans la grande salle de l'Union des Syndicats, 33, rue Grange-aux-Belles.

ORATEURS :

VADECARD, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine ; Louis SELLIER, Parti Communiste ; THUILLIER, Comité de Défense Sociale ; VAILLANT-COUTURIER, A.R.A.C. ; COLOMER, Union Anarchiste ; Suzanne LEVY, avocat de Vidal ; Henry TORRES, avocat de Lecoïn.

Pourquoi ils font la grève de la faim

La mystérieuse circulaire

Dès les premiers jours de novembre certains bruits circulaient déjà au sujet d'une circulaire Barilhou tendant à abolir le régime politique dans les prisons.

Une lettre de nos camarades Soubervielle, Léauté et Loréal, alors détenus à la Santé, nous faisait part d'une conversation qu'ils avaient eue à ce sujet avec le directeur de la prison. Celui-ci avait répondu à nos amis s'étonnant de ne pas voir venir au quartier politique le gérant du Libertaire, Braye, arrêté déjà depuis trois jours, qu'une circulaire du ministre de la Justice avait modifié le régime accordé aux inculpés ou condamnés en vertu des lois de 1893 et 1894.

Cependant Braye fut mis en liberté provisoire. Il nous fut donc impossible de poursuivre efficacement notre campagne, d'autant plus que nous ne savions pas encore dans quel sens cette circulaire modifiait le régime politique.

Interrogé par les avocats, le ministre répondait mystérieusement, sans vouloir rien préciser.

Il fallait, de toutes façons, tirer au clair cette affaire.

Pour savoir la vérité

C'est dans ce but que notre camarade Lecoïn signa, en collaboration avec Content et Delecourt, un article du Libertaire paru dans le numéro du 9 novembre. Il y était affirmé que, malgré les menaces de suppression du régime politique, les anarchistes ne cesseraient jamais de dire ce qu'ils pensent des événements sociaux. En outre, l'admiration des anarchistes pour l'attitude de Cottin y était renouvelée en termes mesurés. Cet article constituait le plus évident délit d'opinion. A leurs auteurs

poursuivis le régime politique devait logiquement s'appliquer.

Condamné deux fois pour un seul poème

D'autre part, notre ami Georges Vidal, poète et critique apprécié dans les milieux littéraires provençaux, collaborateur à la revue Fortunio et à la Criée, de Marseille, nous envoyait un beau poème dédié à Cottin. Ces vers parurent à la fois dans le Libertaire et dans Terre Libre. Leur auteur poursuivi en même temps à Marseille et à Paris, se vit condamner pour cinq strophes à cinq mois de prison.

Georges Vidal, lui aussi, avait, il nous semble, le droit absolu de compter sur le régime accordé aux condamnés pour délit d'opinion...

Georges Vidal à la Petite-Roquette

Georges Vidal se présenta donc au Palais de Justice afin d'accomplir sa peine. A sa grande surprise il se vit envoyer à la Petite-Roquette. Il objecta qu'il avait dix-neuf ans passés et que seulement jusqu'à dix-huit ans on allait à la fameuse « Maison d'Éducation correctionnelle ». On lui répondit qu'une circulaire ministérielle, récente indiquait le maintien des jeunes détenus à la Petite-Roquette, jusqu'à leur majorité.

Georges Vidal s'inclina donc devant le fait nouveau.

Le lendemain de son incarcération nous recevions la lettre suivante :

Ce mercredi.

Mon cher Ami,

Me voilà donc à la Petite-Roquette. Eh bien ! ça n'a rien de bien terrible.

On n'a fait aucune difficulté pour m'accorder le régime politique (jusqu'à présent). Quand je suis arrivé hier soir, comme je n'étais pas attendu, on m'a donné une cellule quelconque, mais on m'a laissé ma valise et tout ce que j'avais. Aujourd'hui on est en train de me blanchir et de m'aménager ma chambre, j'en prendrai possession ce soir ou demain matin. J'ai toutefois un point encore à régler : la lumière. Ici, c'est vieux, terriblement vieux et il n'y a pas d'électricité. En attendant j'ai acheté une bougie. Pour la nourriture on me donne un régime spécial. On m'a laissé mon argent et je pourrai acheter à la cantine les bricoles dont j'aurais besoin. Pour les visites, j'en pourrai recevoir tous les jours de 2 h. 30 à 5 heures, mais pas dans ma chambre, parce qu'il faut traverser tout le bâtiment. Je pourrai vous voir dans un parloir réservé aux politiques (où on nous laisse seuls, bien entendu). Ma liste de visiteurs qui n'arrive depuis le 7, doit revenir aujourd'hui. Viens donc me voir, toi, Hauteclaire, ou un copain. Le plus tôt possible, demain même. Du moment que je peux travailler, dis à Descarsin que pour la traduction du livre de Bernheim, ça marche ; apporte-le-moi — en même temps achète-moi (d'occasion, sur les quais, par exemple), un bon dictionnaire anglais-français à défaut des anglais (anglais-français à défaut des deux à la fois), je vous le rembourserai. Apportez-moi aussi le Libertaire : hein ? Le bonjour à tous les copains. Je te serre cordialement les mains.

VIDAL.

Nous avions donc lieu d'être rassurés non seulement sur le sort de Vidal, mais aussi sur celui de tous les détenus « politiques ». D'autant plus que Delecourt, arrêté le mardi soir, se voyait relâché le lendemain par M. le juge d'instruction Warrain, qui lui assurait en outre la possibilité, dans le cas où celui-ci renoncerait à la liberté provisoire, de le faire conduire immédiatement au quartier politique de la Santé.

Notre illusion — hélas ! — ne dura pas longtemps.

Lecoïn, arrêté, est au droit commun

Ainsi, tandis que les noces de Noël courent leurs vins et digèrent bêtement leur bouillabaisse, un petit poète provençal commence son douloureux sacrifice, en ce 25 décembre 1922, jour de rédemption par la naissance du doux « Sauveur » de Bethléem. O ironie !

« Comme tu le vois, je suis pour le moment maintenu au régime du droit commun. »

« Mais... tout cela s'arrangera. »

Pour nous qui connaissons la ferme volonté de Lecoïn, ce « Mais... tout cela s'arrangera » était gros de signification. Cela signifiait qu'il se préparait à faire la grève de la faim.

Vidal brusquement mis au droit commun

Le lendemain, 23 décembre, un parent de Georges Vidal nous communiquait l'éloquente lettre que voici :

Mon cher cousin,

Puisque c'est toi le seul parent que je possède à Paris et puisque je ne peux écrire qu'à mes parents, je me décide à t'envoyer de mes nouvelles.

A mon arrivée ici, j'ai été mis à un régime semi-politique ; mais, brusquement, on a voulu me mettre au droit commun, en attendant la réponse du ministre. J'ai protesté immédiatement.

Le pneumatique que je voulais envoyer à M^{me} Suzanne Lévy pour la mettre au courant m'a été retourné. Il m'est impossible de communiquer avec elle, ni avec personne. J'ai écrit au Procureur général à Marseille pour qu'il m'envoie des pièces attestant que je suis poursuivi là-bas, de façon à pouvoir recevoir Suzanne Lévy comme avocat de cette affaire. J'ai envoyé une lettre au ministre et au directeur. J'ai vu hier l'inspecteur général. Je les ai prévenus que si le lundi 25 courant je n'étais

pas mis au régime politique, je commencerais la grève de la faim.

Je préfère crever que de rester ainsi, sans attaches avec le monde extérieur.

Rappelle-moi au bon souvenir de ta femme.

Je te quitte, cher cousin, en te serrant cordialement les mains.

G. VIDAL.

Le tombeau grillagé du parloir

Le dimanche 24, nous recevions de Lecoïn un mot dans lequel il déclarait : « Je pense commencer la grève de la faim, mercredi matin. »

Avant obtenu de M. Warrain l'autorisation de visiter Lecoïn, nous allâmes faire la queue dans la cour de la Santé pour la visite des « communs ». Puis, on nous enferma dans le tombeau grillagé du parloir et, après quelques minutes d'attente anxieuse, nous aperçûmes, dans l'obscurité, loin des yeux et loin des mains — hélas ! — notre cher Louis. Ce fut une courte apparition, qui nous suffit pour comprendre, à l'éclat décidé du regard, au port fier de la tête, que Lecoïn, indubitablement, lutterait pour sauver le « régime politique ».

Pour son Noël, le petit Vidal commence la grève de la faim

Au retour de cette visite, nous trouvions cette lettre de Vidal :

Ce lundi 25.

Mon cher cousin, Le ministre n'a toujours pas répondu et je ne suis pas au régime politique. Aussi, comme je l'avais annoncé, j'ai commencé la grève de la faim. Je ne sais si cela donnera un résultat, mais je suis décidé à la pousser jusqu'au bout.

Que faites-vous ? Tâchez de me répondre vivement et de me donner quelques détails. Je n'ai toujours pas pu voir M^{me} Suzanne Lévy.

Ne m'oubliez pas auprès de ta femme et de nos amis.

Je te serre cordialement les mains.

Ainsi, tandis que les noces de Noël courent leurs vins et digèrent bêtement leur bouillabaisse, un petit poète provençal commence son douloureux sacrifice, en ce 25 décembre 1922, jour de rédemption par la naissance du doux « Sauveur » de Bethléem. O ironie !

Et voici la dernière lettre reçue :

Ce mercredi.

Voilà le troisième jour que je fais la grève de la faim. La tête me tourne et j'ai des tiraillements d'estomac. Je suis obligé de me recoucher car mes jambes se refusent à me porter. Dans peu de jours, s'il n'y a pas de réponse, il faudra me transporter à l'hôpital. Pour le moment le ministre ne s'est pas encore décidé.

G. VIDAL.

L'interrogatoire de Lecoïn

Le 26, Lecoïn était interrogé par M. Warrain, en présence de son défenseur, M^{re} Henry Torres. Lecoïn déclara qu'il ne répondrait pas aux questions du juge tant qu'il serait ainsi soumis à l'abominable régime de l'encellulement individuel, alors que, manifestement, il avait droit aux avantages que comportait le quartier politique.

Le juge, devant cette juste réclamation, s'efforça d'être conciliant :

— Répondez, dit-il, à mon interrogatoire, et je vous mettrai ensuite en liberté provisoire.

— Je ne répondrai pas, répliqua Lecoïn. Je ne réclame même pas la liberté provisoire. Au surplus, je ne suis pas seul en cause. Il y a tous mes camarades. Je demande simplement le bénéfice du régime politique. Si cette faveur, que je considère, moi, comme un droit, nous est refusée, j'écrirai au ministre pour lui annoncer que dès demain je fais la grève de la faim. »

Lecoïn, reconduit dans sa cellule de

droit commun, rédigea sa lettre au ministre et, le lendemain mercredi, la fit parvenir au ministre.

Voici ce document, qui marquera une

date aussi bien dans l'histoire de la répression bourgeoise, que dans l'histoire du courage et de la dignité révolutionnaires.

La lettre de Lecoïn au Ministre

Prison de la Santé, 27 décembre 1922.

Monsieur le Ministre de la Justice, L'Administration pénitentiaire n'en fait jamais d'autres. Maintes fois déjà, elle n'accorda satisfaction aux détenus de ma catégorie qu'après d'énergiques protestations. Elle finissait enfin toujours par où elle aurait dû commencer.

Voici ce dont il s'agit aujourd'hui : Poursuivi en vertu des lois sur la presse de 1881-93-94, pour un article écrit dans « Le Libertaire », je me vois refuser, par ladite administration, le bénéfice du régime politique, et cela encore malgré l'avis formel du juge chargé d'instruire mon affaire.

Vous êtes, Monsieur, un jeune habitué du Ministère de la Justice ; je suis, moi, un vieil habitué des prisons, où je fus incarcéré, souvent et longtemps, pour la propagation de mes idées ; aussi, l'expérience aidant, me sera-t-il donné de vous mettre à la page et à même de réparer l'erreur d'appréciation dont je suis victime.

D'abord, toutes ces dernières années, le régime politique a continuellement été appliqué aux personnes inculpées et condamnées d'après les lois précitées. Je vous l'affirme. Moi-même ayant été, depuis 1912, poursuivi et condamné à plusieurs reprises, selon l'inculpation qui motive contre moi les poursuites actuelles, j'ai chaque fois accompli ma peine d'emprisonnement au quartier politique de différentes prisons. La vérification est facile.

D'ailleurs, le régime politique n'est prévu — si je ne m'abuse — par nulle loi ; il est prévu et réglé par des textes administratifs et ministériels. On ne peut donc, en ce cas, prendre prétexte, bien tardivement au surplus, de la loi de 1894 pour m'en supprimer le bénéfice. La loi de 1894, comme celles de 93 et 81, est muette sur le régime politique ; et si elle dit que ceux qui seront poursuivis et condamnés en vertu de ses articles devront accomplir leur détention au quartier cellulaire, cela n'implique nullement qu'un quartier cellulaire le régime politique n'est pas applicable. — « La Santé », qui est une prison cellulaire, possède un quartier politique cellulaire. Alors ?

N'ergotons pas. Chose plus sérieuse et plus grave : c'est que le régime politique est un droit pour les anarchistes depuis qu'on les traque. Les hauts dignitaires de la République : MM. Millerand et Poincaré, entre autres, ne nous ont jamais contesté ce droit, avant la guerre, lorsqu'ils étaient ou Président du Conseil ou simple Ministre. Pourquoi, sans l'ombre d'une raison, nous le contesteraient-ils à l'heure présente ?

Je me suis laissé conter que la récente circulaire, par l'application de laquelle les auteurs d'articles de journaux seraient logés à la même enseigne que les mercantis — dont cinq mille viennent d'être graciés — était l'œuvre de M. Barilhou, votre prédécesseur ; qu'il l'aurait signée, en même temps que ce fameux décret de grâces, pour se venger des milieux révolutionnaires, coupables de lui rappeler parfois la désertion de son frère et de l'avoir quelque peu malmené au moment de la dernière grève de la faim des détenus politiques.

Si c'est exact, c'est bien vilain et ça ne l'honore pas.

Reste à savoir si vous acceptez, Monsieur le Ministre de la Justice, tout l'héritage de M. Barilhou : sa petite vengeance aussi, dont je serais un des premiers à subir les effets.

Vous ne vous faites pas faute, vous et les autres membres du gouvernement, de prétendre que le régime républicain — que je ne porte pas dans mon cœur, c'est entendu, mais c'est en dehors de la question — est un régime de progrès. Comment, dans ces conditions, pourriez-vous imiter votre prédécesseur et ravaler votre République au-dessous d'elle-même, puisqu'elle rétrograderait, et au-dessous de l'Empire qui faisait du régime politique une application plus libérale ?

« L'Action Française », qui réclama toujours la mise des anarchistes au quartier politique lorsqu'ils se trouvaient arrêtés pour des faits d'ordre politique, vous désapprouverait la première.

Car, essayez donc de placer sur le même plan : le fait d'écrire un article — si dangereux soit-il — et celui, par exemple, de dépouiller honteusement les consommateurs.

Cette lettre étant passablement longue, je vais terminer. Pas avant, cependant, de vous avoir déclaré que, pour donner plus de poids à ma protestation et être sûr qu'elle ne restera pas en route, je commence la grève de la faim dès ce matin 27 décembre, et la poursuivrai jusqu'au jour où ayant examiné ma réclamation vous en reconnaîtrez le bien-fondé et ordonnerez l'application, comme avant, du régime politique aux militants arrêtés en vertu des lois sur la presse, quelles qu'elles soient.

Si je suis bien décidé, Monsieur le Ministre de la Justice, à m'élever jusqu'au bout contre l'arbitraire flagrant que je vous signale, je ne prends, plus qu'il ne le faut, ma détermination au tragique — et je demande à mes camarades du dehors d'en faire autant — car le Droit et la Justice étant de mon côté et s'alliant à des raisons de simple humanité, vous ne pouvez décemment trancher le différend à mon désavantage.

Louis LECOÏN.
12^e Division, Cellule 9.

Mersschaert solidaire de Lecoïn et Vidal

Le lendemain 27 décembre, nous recevions de Roubaix ce télégramme :

« ENTRÉE MAISON D'ARRÊT LILLE AUJOURD'HUI, COMMENCERAI GRÈVE DE LA FAIM À PARTIR DU 23 DÉCEMBRE, PAR SOLIDARITÉ AVEC LECOÏN ET VIDAL POUR OBTENIR L'APPLICATION DU RÉGIME POLITIQUE : MERSSCHAERT. »

Les syndicalistes de Brest au droit commun

Nos camarades de Brest nous informent que huit jeunes militants syndicalistes viennent d'être arrêtés et mis au régime de droit commun. Après notre camarade Mersschaert, de Roubaix, Lapeyre, de Bordeaux, c'est au tour de nos camarades de Brest : demain ce sera celui de nos amis de Marseille condamnés en même temps que Georges Vidal.

Voici donc l'application intégrale de

